

Newss

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



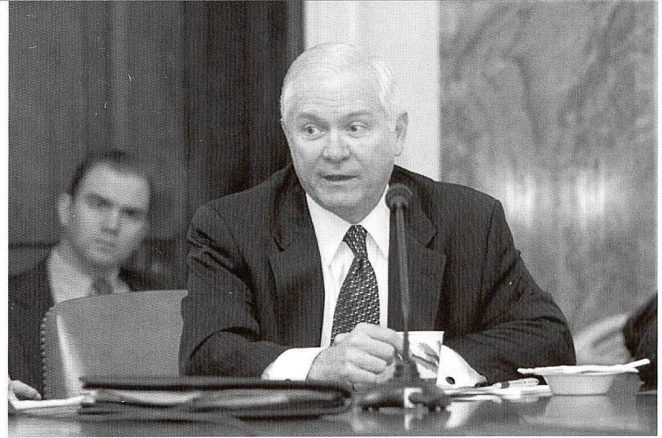
France: réflexions socialistes sur la défense

«Que serait une *rupture* dans le domaine de la défense?» s'interrogeaient les organisateurs du colloque de l'Association Orion, le 14 novembre 2006, à l'Assemblée nationale. Et ce groupe de hauts fonctionnaires et d'experts proches de la gauche socialiste de renchérir: «Serait-ce la baisse des capacités militaires, une intégration encore plus poussée dans l'OTAN, l'abandon de l'ambition d'une défense européenne, l'adoption d'une doctrine d'intervention préventive couplée à une culture expéditionnaire plus marquée?» Ces interrogations critiques, à propos d'orientations prêtées à Nicolas Sarkozy, témoignent de la posture actuelle des cercles proches du parti socialiste. Avant de passer à des propositions plus « opérationnelles », ils évoquent déjà un *aggiornamento* de la présence en Afrique, ou encore le réexamen des modalités par lesquelles la mission de protection du pays est assurée, «avec une pondération nouvelle pour les forces de projection». Autre piste de travail, celle d'un «Schengen de la défense». Retenons aussi l'évocation d'une relance des crédits «Espace» (...).

Le 14 novembre, l'originalité est venue du diagnostic sur la situation financière des armées. Avec ce constat: «Le Ministère de la Défense est dans une impasse financière, du fait qu'une série de projets est lancée sans disposer des financements adéquats.» Une vision qui n'est finalement guère éloignée de celle de l'Etat-major des armées, à propos du «Modèle d'armée 2015», s'il se confirme qu'il faudrait, d'ici à 2020, un budget d'équipement d'environ 22 milliards d'euros par an pour atteindre les objectifs, soit une hausse de près de 50% de l'enveloppe actuelle! Cette critique de la «programmation Alliot-Marie» augure, en cas de succès en 2007, d'un livre blanc et d'une remise à plat des programmes. L'enjeu à gauche, évoqué par plusieurs intervenants, étant alors d'obtenir que les crédits soient maintenus à leur niveau actuel («ne pas baisser la garde») (TTU Europe, 22 novembre 2006).

Les socialistes français ne sont pas à l'unisson avec les socialistes suisses. C'est le moins qu'on puisse dire!

Réd.



Nouveau gestionnaire de la crise irakienne

Le mercredi 8 novembre 2006, Robert Gates (Wichita KA, 25.09.1943) succède à Donald Rumsfeld à la tête de la défense américaine. Historien de formation, il a étudié à la prestigieuse Université William & Mary (Williamsburg, VA).

Etroitement lié au «clan Bush», Robert Gates a travaillé pour la CIA. Il a dirigé l'agence de renseignement de 1991 à 1993, malgré son implication dans le scandale Iran-Contra qui l'a contraint de retirer sa candidature pour ce même poste en 1987. Il est le seul directeur à avoir gravi toutes les marches de l'organisation, au cours d'une carrière de vingt-six ans. Conseiller en sécurité de 5 présidents de partis, il a également travaillé au sein du Conseil national de sécurité (NSC). Membre de plusieurs conseils d'administration (Fidelity Investments, NACCO Industries, Brinker International, Parker Drilling, Science Applications, VoteHere), enseignant en relations internationales et auteur de nombreux articles pour le *New York Times*, il a également été recteur de l'A&M University au Texas. Ses mémoires ont été publiées en 1996 sous le titre *From the Shadows: The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*. Avant sa nomination, il a été le premier directeur du Département de la sécurité intérieure (Homeland Security) et a récemment fait partie de l'ISG, dite «commission Baker», créée le 15 mars pour chercher des portes de sortie de la situation irakienne.

Le nouveau secrétaire à la défense a déclaré à plusieurs reprises que «les Etats-Unis ne sont pas en train de gagner la guerre en Irak». Il a contredit le verdict de son prédécesseur sur le fait que le nombre de troupes engagées était suffisant. Il s'est enfin prononcé contre toute action agressive à l'encontre de l'Irak ou de la Syrie, qui conduirait «très probablement à aggraver la situation en Irak». A l'inverse du discours de diabolisation des faucons, le dialogue direct est désormais à l'ordre du jour. Enfin, sur le désengagement des forces, Gates a annoncé que les forces américaines devaient progressivement se désengager des actions de combat pour se profiler sur les engagements de soutien.

Les observateurs s'accordent sur le fait que les conclusions de la commission d'étude sur l'Irak (ISG) constitueront l'épine dorsale de la nouvelle politique orientale des Etats-Unis. Durant sa carrière, Robert Gates a subi plusieurs rafales de critiques et auditions officielles. Celles-ci se cristallisent autour de 3 points:

- l'exagération de la menace soviétique durant les années 1980;
- l'exploitation de la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II en insinuant que le KGB y était impliqué;
- sa connaissance, voire son implication dans le scandale Iran-Contra, utilisant les bénéfices de ventes d'armes vers l'Irak en 1981 pour financer l'action des Contras contre les Sandinistes marxistes au Nicaragua.

Réd.